

# AZimuts

n° 265

**Sud** éducation  
CLERMONT-FERRAND

Janvier 2025

## POSTES : LE COMPTE N'Y EST PAS

CONTINUONS À DÉFENDRE L'ÉCOLE PUBLIQUE DE LA MATERNELLE À L'UNIVERSITÉ

De Amélie Ouéda-Castera à Gabriel Attal en passant par Anne Genetet et maintenant Élisabeth Borne, le ministère de l'Éducation nationale est conduit à coup de plans de communication, sans se soucier ni des difficultés d'apprentissage des élèves, ni de la dégradation continue des conditions de travail des personnels. Pendant ce temps les candidatures aux concours d'enseignant·es ne cessent de diminuer (passant par exemple de 109 000 candidats dans le 2nd degré en 1997 à 29 000 en 2023, soit une chute de 75 % ! Le phénomène est identique dans le 1<sup>er</sup> degré), dans le même temps les départs volontaires augmentent. Pourtant la plupart des organisations syndicales, la grande majorité des personnels, les associations complémentaires de l'École Publique, les chercheurs en éducation, toutes et tous font le constat souvent répété d'une école qui va mal, qui creuse toujours plus les inégalités sociales et au sein de laquelle les personnels sont à bout.

Il y a quelques semaines le gouvernement Barnier arguait de la baisse démographique pour justifier des milliers de suppressions de postes pour la rentrée prochaine (moins 3 155 postes pour le premier degré public, moins 181 équivalents temps plein pour le secondaire public).

A l'issue du CSA ministériel du 17 janvier auquel siège SUD éducation, Elisabeth Borne est revenue sur les annonces de Barnier et ne supprimera finalement pas de postes au global. Pourtant, dans le détail, le premier degré perd 470 postes au niveau national (dont 31 dans l'académie de Clermont-Ferrand)... Si officiellement le taux d'encadrement baisse légèrement, celui-ci reste l'un des plus forts d'Europe. Rien ne compensera non plus le manque de remplaçant·es. Dans le second degré, l'État crée 324 postes mais au détriment du premier degré et avec de fortes disparités. Dans l'académie de Clermont-

Ferrand, nous perdons 3 postes, ce qui ne permettra pas d'améliorer sensiblement les conditions de travail, et ce qui n'empêchera pas des établissements de perdre malgré tout des heures.

**A Sud éducation, nous réclamons depuis des années un plan d'urgence pour l'Éducation. Aujourd'hui nous pensons donc qu'il faut mettre la pause démographique au service d'une amélioration sensible des conditions d'accueil des élèves : Il faut recruter massivement des personnels !** Au regard de l'ampleur de la casse libérale, cela n'a rien de révolutionnaire.

Si la mobilisation réussie du 5 décembre dans la Fonction Publique, la démission du gouvernement Barnier et la menace d'une nouvelle motion de censure ont convaincu Bayrou de reculer sur les 4 000 suppressions de postes, **le compte n'y est pas : il faudrait recruter plus de 45 000 enseignant·es pour simplement revenir au taux d'encadrement de 2006 ! C'est le moment de réclamer une hausse de moyens, pas la perpétuation d'une situation de pénurie!**

SUD éducation 63/03 a contacté les autres syndicats départementaux pour se mobiliser rapidement sur la question des postes. **Nous appelons les personnels à se réunir dès les prochains jours dans chaque établissement du secondaire pour réclamer des hausses de DHG. Nous appelons également les écoles à noter et nous faire savoir toutes les journées non remplacées, les menaces de fusion d'écoles ou les fermetures, les effectifs surchargés. Les militant·es de Sud éducation 63/03 peuvent se rendre disponibles pour aider à la mise en place de cette première étape d'une mobilisation nécessaire.**

éducation  
**Sud**  
Union syndicale  
Solidaires  
63 / 03

Coordonnées

SUD éducation 63/03

✉ [sud63@sudeducation.org](mailto:sud63@sudeducation.org)

👉 [www.sudeducation63.org](http://www.sudeducation63.org)

☎ 04 73 37 59 09





Lire le compte-rendu ici :

## La grève... toujours utile...

Le 5 décembre l'ensemble des forces syndicales présentes dans la fonction publique appelait à la grève, notamment contre la volonté de Kasbarian, éphémère ministre de la Fonction Publique qui voulait instaurer 3 jours de carences pour les arrêts de travail... La grève a été importante. Ce gouvernement est tombé, le suivant a cédé et annulé le projet des 3 jours....

Néanmoins le nouveau gouvernement entend faire de nouvelles économies qui impacteront la Fonction Publique : un amendement de dernière minute a été déposé au Sénat le 20 janvier pour ne rémunérer les fonctionnaires en congé maladie qu'à hauteur de 90 % ! **Nous, syndicalistes, n'avons pas d'autre possibilité, si nous voulons inverser cette logique, que d'en appeler à la mobilisation de toutes et tous. Nous n'essaierons pas de vous faire croire que nous connaissons un autre chemin.**

## Les chiffres

**SUD éducation siège au CSA MEN, voilà les données que nous avons obtenues :**

- Au niveau national, l'État va créer :
    - 324 postes dans le 2<sup>nd</sup> degré
    - 170 postes de CPE,
    - 2 000 postes d'AESH
    - 600 postes d'AED
  - Abandon des groupes de niveau en 4<sup>ème</sup> et 3<sup>ème</sup>
- Mais :**
- 470 suppressions de postes dans le 1<sup>er</sup> degré dont 31 dans l'académie de Clermont-Ferrand
  - Dans le 2<sup>nd</sup> degré, 816 suppressions de postes contre 1148 créations : de nombreuses disparités subsistent
  - En 2024, on dénombrait selon la cour des comptes 15 millions d'heures non remplacées !
  - Un·e enseignant·e sur 10 est contractuel·le : quid de leur avenir dans un budget qui va se resserrer ?

## AESH /AED : retour sur la mobilisation

Ce jeudi 16 janvier, les AESH/AED et autres personnels étaient appelés à se mettre en grève et à manifester devant le rectorat, pour dénoncer leurs conditions de travail, demander un réel statut et des hausses de salaire.

Une cinquantaine de grévistes étaient rassemblés en Assemblée Générale à la maison du Peuple (voir photo) pour échanger : conditions de travail de plus en plus difficiles, salaire les maintenant dans la précarité (850 € en moyenne pour les AESH), manque de reconnaissance, manque crucial de formation, emplois du temps morcelés, suivis physiquement et psychologiquement parfois difficiles... Les raisons de faire grève étaient nombreuses.

Vers midi, de nombreux·ses enseignant·es et sympathisant·es ont rejoint les grévistes devant le Rectorat sur leur pause méridienne pour soutenir le mouvement et la délégation qui était reçue par le Directeur de cabinet. Le rectorat ne pourrait rien faire... Nous pensons le contraire : la lutte continue !

**SUD éducation continue de revendiquer :**

- la création d'un corps de fonctionnaire de catégorie B dans la Fonction publique d'État, pour reconnaître le métier d'AESH et d'AED;
- une réelle formation initiale et continue sur temps de service ;
- une augmentation significative des rémunérations sur toute la carrière ;



- l'accès aux primes et indemnités dans les mêmes conditions et aux mêmes montants que ceux fixés pour les autres personnels (notamment l'indemnité REP/REP+) ;
- pour les AESH, la reconnaissance d'un temps complet sur la base d'un accompagnement élève de 24 heures, sans ajouter de nouvelles missions sur le temps périscolaire ;
- l'abandon des PIAL, des PAS et de la politique de mutualisation des moyens ;
- un recrutement d'AESH et AED à hauteur des besoins.
- la création de brigades de remplacement pour assurer le remplacement des collègues absent·es ;
- un droit à la mobilité, intra et inter académique.

## Mobilisation à l'Université Clermont Auvergne

Nationalement, les universités font face depuis plusieurs années à des difficultés financières dues à la non-compensation de certaines dépenses par l'Etat (13M€ à l'UCA depuis 2022 : l'équivalent de 160 postes d'enseignants-chercheurs). La préparation des budgets 2025 des universités, qui ne compense pas l'augmentation de certaines cotisations et parallèlement réduit certaines subventions, met en danger le modèle de l'université quasi-gratuite : les frais d'inscription vont augmenter de 1 000 € pour les étudiant·es !

Face à cette situation inédite (près de 60 universités sur 75 en déficit à la fin de l'année), les présidences d'université et France Universités (ex-CPU) ont réagi et exprimé leur inquiétude face au ministère. Un certain nombre de président·es avaient souhaité une journée de mobilisation nationale, le mardi 3 décembre.

C'était le cas localement, où le président de l'Université Clermont Auvergne, Mathias Bernard, a tiré la sonnette d'alarme.

800 personnes ont participé à l'Assemblée Générale des personnels et des étudiant·es, des contestations se font entendre contre des réformes internes, mais aussi contre le budget 2025. 600 personnes ont ensuite défilé jusqu'au rectorat où une délégation a été reçue par le recteur.

Le jeudi 5 décembre, l'université Clermont Auvergne s'est fortement mobilisée avec toute la fonction publique.

Pour SUD éducation 63/03, un tournant budgétaire sans précédent doit être opéré pour l'ESR : 3% du PIB afin de garantir les missions des services et des politiques publiques, des dizaines de milliers de créations d'emplois statutaires, la titularisation des personnels contractuel·les, l'augmentation du point d'indice et son indexation sur l'inflation, une refonte des grilles indiciaires inversement proportionnelle aux salaires, l'égalité salariale et professionnelle entre les femmes et les hommes maintenant... Tout cela est largement finançable par la suppression pure et simple des 7,8 Md€ du crédit impôt recherche, niche fiscale qui profite à quelques grands groupes capitalistes sans aucun bénéfice réel pour la recherche.

Le mardi 10 décembre, l'intersyndicale a poursuivi le travail d'information et de construction de la mobilisation. Une cinquantaine d'étudiant·es et de personnels de l'Université se sont réunis à Jaude pour distribuer le tract intersyndical et sensibiliser la population clermontoise à cette lutte.



## Parcoursup : la fraude et le pillage organisés

En quatre ans, le nombre de formations privées a doublé, contre une hausse de 15 % dans le public, si bien qu'un quart des étudiant·es est inscrit aujourd'hui dans un établissement d'enseignement supérieur privé. Alors que le ministère sait que la Direction générale de la Concurrence, de la Consommation et de la Répression des Fraudes (DGCCRF) a conclu que 56 % des établissements privés qu'elle a scrutés posent souci, celui-ci se rend complice d'**arnaques à grande échelle : les établissements pointés du doigt offrent de faux diplômes ou non reconnus par l'État... Mais laisse les étudiant·es s'y**

**inscrire via sa plateforme officielle Parcoursup, sans aucune mise en garde. Aucune sanction n'est prévue contre ces établissements.**

Les familles s'endettent sur des années pour des formations non reconnues, donc pour des « diplômes » inutiles !

Quant à l'apprentissage, c'est la gabegie : 84 % des formations en apprentissage sur Parcoursup sont des formations privées... Ce qui représente 21 milliards d'euros volés au public pour gaver des entreprises peu scrupuleuses.

Alors que 60 universités sur 75 seront en déficit, l'État organise le pillage de l'enseignement

# Bulletin d'adhésion 2024-2025

Déjà adhérent-e en 2023-2024  Nouvel-le adhérent-e

Nom :  
Prénom :  
Adresse personnelle :

code postal : ville :  
Tel: Portable :  
E-mail :  
Établissement / service :

Corps :  
Discipline : Échelon :  
Titulaire / non titulaire / Retraité-e :  
Je peux être correspondant-e local-e sur mon lieu de travail (recevoir de la doc et l'afficher sur le panneau syndical ou la mettre dans les casiers) :   
Date : Signature :

SUD éducation peut utiliser les renseignements ci-dessus pour m'adresser des publications. J'autorise SUD éducation à faire figurer ces informations dans des fichiers et traitements automatisés dans les conditions fixées par les articles 26 et 27 de la loi du 06/01/1978. Cette autorisation est révoquable par moi même dans les mêmes conditions que le droit d'accès.

**Vous pouvez également faire un don à SUD éducation 63/03. Dans ce cas, vous pouvez faire un chèque séparé, et préciser si vous le souhaitez l'affectation à la caisse de grève et/ou à la caisse de solidarité générale (soutien à des luttes en cours, aux sans-papiers, à des associations, etc.).**

Cotisations : (voir grille ci-dessous), peut être fractionnée en plusieurs versements. Faire autant de chèques que de versements et indiquer au dos les mois d'encaissement souhaités, 31 août 2025 au plus tard.

**ATTENTION !** Pour le salaire net, ne pas lire en bas du bulletin de salaire mais le montant avant prélèvement à la source.

Salaire net mensuel	Cotisation annuelle	Coût réel après crédit d'impôt	Salaire net mensuel	Cotisation annuelle	Coût réel après crédit d'impôt
Moins de 600	6,00 €	2,00 €	2 100,00 €	180,00 €	60,00 €
600,00 €	15,00 €	5,00 €	2 200,00 €	188,00 €	62,67 €
900,00 €	30,00 €	10,00 €	2 300,00 €	200,00 €	66,67 €
1 000,00 €	40,00 €	13,30 €	2 400,00 €	225,00 €	75,00 €
1 100,00 €	50,00 €	16,67 €	2 500,00 €	250,00 €	83,33 €
1 200,00 €	60,00 €	20,00 €	2 600,00 €	275,00 €	91,67 €
1 300,00 €	70,00 €	23,33 €	2 700,00 €	300,00 €	100,00 €
1 400,00 €	85,00 €	28,33 €	2 800,00 €	325,00 €	108,33 €
1 500,00 €	90,00 €	30,00 €	2 900,00 €	350,00 €	116,67 €
1 600,00 €	105,00 €	35,00 €	3 000,00 €	375,00 €	125,00 €
1 700,00 €	120,00 €	40,00 €	3 100,00 €	400,00 €	133,33 €
1 800,00 €	140,00 €	46,67 €	3 200,00 €	425,00 €	141,67 €
1 900,00 €	160,00 €	53,33 €	3 300,00 €	450,00 €	150,00 €
2 000,00 €	168,00 €	56,00 €	Plus de 3300 €	+25€ par tranche de 100€	

**n°265 – Janvier 2025**

Directrice de publication : Valérie Moulinot, Maison du Peuple,  
29 rue Gabriel Péri 63000 Clermont-Ferrand  
Imprimé par nos soins

**AZimuts**  
Bulletin syndical  
et pédagogique

SUD éducation  
Maison du Peuple  
29 rue Gabriel Péri  
**63000 CLERMONT-FERRAND**

Dispensé de timbrage 33 Clermont FD PDDC

**P**  
4  
**PRESSE**  
DISTRIBUÉE PAR  
LA POSTE

Date de dépôt : Vendredi 24 janvier 2025

# AZimuts

**Sud éducation**  
CLERMONT-FERRAND

## POSTES : LE COMPTE N'Y EST PAS

**CONTINUONS À DÉFENDRE L'ÉCOLE  
PUBLIQUE DE LA MATERNELLE À  
L'UNIVERSITÉ**



Union  
syndicale  
**Solidaires**

Sommaire

**Page 1** : Postes à l'école  
publique  
**Page 2** : L'utilité de la  
grève – baisse des  
moyens en chiffres –  
Mobilisation à l'UCA

**Page 3** : Grève  
AESH/AED du 16  
janvier – Parcoursup : la  
fraude et le pillage  
organisés  
**Page 4** : Adhérez